

Cent jeunes ont travaillé sur l'égalité garçon-fille

« L'inégalité fille-garçon, on la ressent dans la rue, mais aussi à l'école. »

Pauline, école Jean Jaurès

100 jeunes ont occupé l'hémicycle, à l'initiative du Parlement FWB.

A l'occasion de la Journée de l'enfant, hier, des jeunes ont joué aux parlementaires, et ont proposé des lois relatives au sexisme.

● Anne SANDRONT

« **L**e futur sans sexisme, ça se construit maintenant » ont conclu hier les jeunes au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Venus de Bruxelles, Nivelles ou Charleroi, quatre classes de 3^e et 4^e secondaire ont participé à la journée organisée au Parlement pour les 70 ans des droits de l'enfant. Ils étaient unanimement ravis d'avoir participé à un dialogue avec les adultes, et d'avoir été entendu. Il est vrai que le fait d'être écoutés faisait partie de leur revendication. Ainsi, le groupe qui a travaillé en commission sur le rôle des jeunes dans l'égalité filles-garçons, a défendu devant l'hémicycle l'idée qu'il fallait donner davantage de visibilité dans les médias aux revendications des jeunes.

Espace public, mais pas seulement

La commission sur l'égalité n'était pas la seule à réfléchir lundi. Une autre a planché sur le harcèlement sexiste dans l'espace public. Celle-là a été un peu boostée par des sketches, présentés

« Je ne m'attendais pas à faire vraiment le travail d'un parlementaire. »

plus tôt par trois acteurs de la Ligue d'impro. Ils les ont confrontés à des situations, provoquant des réactions : « *Moi, en rue, je me protège, je fais semblant de téléphoner, je porte des écouteurs...* » dit une adolescente. « *Oui, mais parfois, c'est juste de la drague* », répond alors un garçon.

« *Le harcèlement de rue, on connaît ça, même quand on est un garçon, reconnaît Dorian, 17 ans. On habite à Charleroi, et on sait que ça existe, qu'il y a certains quartiers à éviter : s'il y a un groupe de garçons, ils se mettent autour de la fille, et elle ne sait plus comment s'en sortir.* » « *C'est vrai que du coup, on évite de passer par là, reconnaît Marine. Je reste seulement dans des grandes rues, et heureusement, comme je connais du monde, je peux toujours me réfugier.* » Mais ce petit groupe de Carolos souligne que l'inégalité, elle

existe aussi à l'école : « *par exemple, au cours de gym, les garçons ont le droit de soulever des poids. Nous, on n'a pas le droit de participer à ce genre de cours, le prof nous dit "Les filles, vous allez vous casser quelque chose..."* »

Et à l'école, on fait quoi ?

Justement, le harcèlement sexiste à l'école, un autre groupe était chargé d'y penser activement. Cela a été l'occasion de parler des initiatives prises par certaines écoles. « *Chez nous, pour lutter contre le harcèlement scolaire, on a une boîte, dans laquelle les élèves peuvent déposer des mots, anonymes ou non, pour dénoncer une situation qu'ils ont vécue ou dont ils ont été témoin* » dit un garçon de l'école Notre-Dame des Champs, à Uccle. Puis il y a le CRAN – cellule respect à Notre-Dame, une association de plusieurs profs et d'élève, qui s'occupe des questions de respects et de harcèlement. »

Mais au moment du vote, c'est pour la création d'un cours sur le harcèlement sexiste que cette commission de jeunes s'est prononcée, jugeant par exemple que les bracelets connectés, imaginés par certains pour détecter le mal-être des élèves ne seraient pas au point avant une bonne trentaine d'années. Car si les jeunes avaient des idées très créatives, ils ont appris que garder les pieds sur terre fait aussi partie du travail de parlementaire. ■

« Plus poussé qu'à l'école »

Pauline, 15 ans, est élève à l'IPT de Nivelles. C'est elle qui a représenté le groupe harcèlement sexiste à l'école devant l'hémicycle... sans aucune hésitation. « *C'est intéressant de participer à du travail en commission, parce qu'on parle déjà de harcèlement scolaire à l'école, mais ce n'est pas aussi approfondi. Ici, on va plus loin...* »

Travailler avec des jeunes qu'elle n'avait encore jamais rencontrés ne lui a pas posé problème « *C'était facile, même si on ne se connaissait pas. Je dirais même que c'est plus facile d'en parler avec eux qu'avec des personnes que l'on côtoie tous les jours.* »

LE PARLEMENT Un exercice de démocratie

Ouvrir le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles aux jeunes n'est pas chose rare, selon Isabelle Emmery, sa vice-présidente : « *Le Parlement est très fréquemment ouvert aux jeunes : il y a des visites classiques, où on explique la structure des institutions, mais aussi le Parlement des enfants. Dans ce cadre, chaque classe est parrainée par un parle-*

mentaire, qui les encadre pour rédiger un texte de loi. » Le parlement jeunesse s'adresse aux jeunes du début du supérieur, le parlement aux élèves de la fin du primaire.

« *Ça éclaire les jeunes, cette mise en situation, la visite : ça matérialise la question politique. Je vais aussi en classe, dans des écoles de ma commune, à Anderlecht, pour*

parler du boulot des parlementaires. Même dans des écoles d'une grande mixité sociale, j'ai beaucoup d'écoute. » De là à susciter des vocations ? « *Je fais ça depuis que je suis parlementaire, c'est-à-dire, une vingtaine d'années, mais je n'ai jamais eu des retours dans ce sens jusqu'à aujourd'hui* », reconnaît Isabelle Emmery. ■ **A.S.**

PLAN BELGIQUE Inégaux dans le monde, et chez nous

« Si les jeunes connaissent leurs droits, ils seront les ambassadeurs des droits de l'homme demain », dit Régine Debrabandere, directrice nationale de Plan international. Pour elle, cette journée au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles était la façon idéale de fêter les 70 ans de la déclaration des droits de l'enfant.

« La thématique de l'égalité homme-femme, c'est notre focus actuel chez Plan international. On a un collègue du Bénin qui nous visite et participe à un atelier aujourd'hui. Même si l'inégalité ne se marque pas de la même façon au Bénin et en Belgique, même si on ne parle pas d'excision, de mariage forcé, la différence entre fille et garçon existe aussi chez nous.

On a vu dans les témoignages des jeunes filles ce matin que certaines développent des stratégies quand elles se promènent seules en rue : elles se cachent derrière leur capuche, leur téléphone... Elles ont peur. Et déjà ça, c'est inadmissible. Il y a un vrai travail à faire sur la gestion de l'espace public », affirme Régine Debrabandere. ■

DÉLÉGUÉ AUX DROITS DE L'ENFANT

« La lutte pour le respect des droits de l'enfant, c'est la lutte contre les inégalités. Des inégalités socio-économiques, culturelles, religieuses, de genre... » énumère Bernard Devos, délégué aux droits de l'enfant.

La différence entre filles et garçons n'est pas forcément consciente, dans le chef des parents. « Elle dépend d'une pression

énorme, qui oriente les choix de jouets, de vêtements... Les enfants sont dès le plus jeune âge invités à répondre aux stéréotypes de genre. Oui, il y a maintenant des garçons qui font de la danse et des filles qui jouent au foot, mais on retombe vite dans les stéréotypes. »

Il souligne que l'égalité n'est jamais acquise. « Le message doit être répété, dès le plus jeune âge,

L'inégalité commence très tôt

par le jeu, par des livres... puis à tous les moments-clés de la vie. Ici, travailler avec des ados, c'est très chouette, car c'est un moment important du développement. Mais pour moi, l'égalité ne doit pas être une matière scolaire, ça doit être un sujet transversal, présent à l'école, dans les mouvements de jeunesse, clubs sportifs, etc. » ■

TOUCHE PAS À MA POTE Faire comprendre par l'impro

Pour plonger les jeunes dans le vif du sujet, l'ASBL Touche pas à ma pote a présenté trois petites saynètes sur le thème du harcèlement de rue. Les jeunes ont réagi immédiatement, plus rapidement que si on leur avait parlé de statistiques ou de la loi belge.

« Nous travaillons avec trois comédiens de la Ligue d'impro. Ils

se rendent dans les écoles auprès de jeunes à partir de 11 ans, ainsi que dans les plannings familiaux, explique Bea Ercolini, fondatrice de l'ASBL. Près de 14 000 élèves ont reçu cette séance de sensibilisation. » L'information dure une heure et demie, le temps de jouer trois situations, d'en parler, mais aussi d'expliquer aux jeunes

ce que dit la loi belge. « On s'adresse par ailleurs aux adultes, comme des policiers, dans le cadre de leur formation barémique, ou ce mercredi, au personnel communal. On y rencontre deux publics : certains sont conscients de l'existence du harcèlement de rue, d'autres tombent des nues. » ■